



SPÉCIAL ÉLECTION NEUILLY-PUTEAUX

Sur l'insistance de certains de nos lecteurs et amis, nous avons décidé d'habiller l'un des sujets les plus sérieux de la politique française – la résistible ascension de Nicolas Sarkozy – dans un costume comique. Inspirés par l'humour d'Henri Heine et l'esprit de François Mauriac, nous avons tenté de rendre la couleur de notre vie politique actuelle. Si nous avons échoué à le faire comme elle le mérite, c'est que nous aussi aurions, à notre tour, été contaminés pas les bises de sinistrose qui soufflent en ce mois de ventôse. Pussions-nous faire mieux la prochaine fois !

SARKONÉOCON

Lorsqu'il « tourne » à l'étranger, Nicolas Sarkozy ne cache pas son admiration pour le « modèle anglo-saxon », Tony Blair, Condoleezza Rice, les néo-conservateurs américains, José Maria Aznar et la droite allemande. Ceux-ci le lui rendent bien. C'est lors de sa visite à New York, le 4 octobre 2004, devant les étudiants de l'université de Columbia, qu'il s'est exprimé le plus clairement : « Les Français aiment les Américains. Le rêve des familles françaises, c'est que les jeunes aillent travailler dans les universités américaines. Quand nous allons au cinéma, c'est pour voir des films américains. Quand nous ouvrons nos radios, c'est pour écouter de la musique américaine. » Et de conclure : « Le monde vous admire, le monde vous respecte, call me Sarkozy ! ». Il s'est par la suite déclaré là-bas « étranger à son propre pays », ne démentant pas ceux qui l'ont cité à plusieurs reprises.

Dis-moi qui tu vois et je te dirai qui tu es : venu pour la réunion d'automne du G7, en tant que ministre de l'économie et des Finances de la France, il a été invité à déjeuner, le samedi 2 octobre à Washington, par le Hudson Institute, berceau des néo-conservateurs les plus ultras, ceux-là mêmes qui ont violemment attaqué et calomnié la France en 2003 et 2004. Le dimanche 3 octobre, il a dîné à New York chez l'ancien ambassadeur américain en France et ex-banquier de Lazard Frères recyclé chez Rothschild, Felix Rohatyn, en compagnie du maire, Michael Bloomberg, un démocrate « consensuel ».

A une époque où même le très modéré Paul Krugman, un économiste admiré par Dominique Strauss-Kahn, dénonce la dérive de l'équipe Bush vers un changement de régime – une forme de régime impérial basé sur la guerre préventive et l'humiliation de l'autre – les fréquentations de Nicolas Sarkozy semblent bien « américaines » dans le mauvais sens du terme. Car il n'admire pas les valeurs inscrites dans la Constitution américaine et la vraie culture classique des Etats-Unis – celle de Marian Anderson, de Martin Luther King et de Henry Carey – mais ceux qui ont aujourd'hui, avec George Bush, pris les Etats-Unis en otage en fraudant aux élections et en trompant le peuple. Il ne faut pas s'en étonner : pendant la guerre contre l'Irak, alors que Jacques Chirac et Dominique de Villepin s'opposaient à une aventure désastreuse, Nicolas Sarkozy soutenait en privé George Bush, Dick Cheney et leurs conseillers !

En Allemagne, c'est Edmund Stoiber, l'homme de l'ultra-droite CSU au sein de la démocratie chrétienne, qui voit en Sarkozy « un partenaire idéal ». Stoiber rappelle que Sarkozy prône « un axe (sic) franco-allemand élargi à la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et la Pologne », c'est-à-dire tous les pays qui ont combattu la politique franco-allemande d'opposition à George Bush pendant la guerre contre l'Irak. « Le Zidane de la politique économique française (c'est aussi une image qu'avait auparavant utilisée le baron Seillère) (...) marque un nouveau style dans la vie politique de son pays. »

Les pires adeptes de l'austérité en Allemagne, ceux qui veulent récidiver avec des politiques semblables à celles du chancelier Brüning dans les années trente, ont donc fait un éloge sans nuances de Sarkozy tout en s'en prenant à Jacques Chirac et à « tous ceux qui veulent affirmer l'identité européenne par

opposition aux Etats-Unis ».

Alors qu'il était encore au pouvoir, Aznar, l'ex-dirigeant espagnol qui aura été l'anti-Français le plus affirmé, a décoré et enrubbanné son ami Nicolas.

Son adhésion sincère et profonde au modèle néo-libéral anglo-saxon et sa volonté affirmée d'enterrer pour toujours l'exception française, qu'il juge « archaïque », font de Sarkozy un gaulliste d'une nature un peu particulière. C'est-à-dire un gaulliste à la Orwell, pour qui l'anti-gaullisme serait gaulliste !

Sa politique, lorsqu'il fut ministre de l'Economie et des finances, a illustré ces convictions. Généreux en cadeaux aux revenus supérieurs (réductions d'impôts pour les employés à domicile, transformation du prêt à taux zéro pour acheter un logement en crédit d'impôt sur sept ans, système pas du tout au point et conçu au détriment des familles les plus modestes sans le dire), Nicolas Sarkozy s'est enflammé en faveur du rapport Camdessus, qu'il avait lui-même commandité et dont il a déclaré à plusieurs reprises « faire son livre de chevet ». Or que dit ce rapport ? Partant d'un diagnostic approximativement exact, l'ancien directeur général du fonds monétaire international, avec la collaboration de patrons de grands groupes et de banques d'affaires, propose un ensemble de mesures néo-libérales qui ne répugneraient pas à l'administration Bush. Par exemple, le blocage du SMIC, ce que proposait déjà le rapport du FMI pour la France du 6 juillet 2004.

L'une des vieilles lunes du libéralisme financier est en effet que la croissance peut être relancée durablement par une baisse d'impôts en faveur des revenus élevés, une réduction des charges sur bas salaires en faveur des entreprises et un gel de la hausse des salaires en général, en particulier dans la fonction publique (entre 2000 et 2004, les salariés de la fonction publique ont vu leur pouvoir d'achat moyen baisser de 5%, avec une accélération à partir du second semestre 2002, lorsque M. Sarkozy et ses amis se sont trouvés aux affaires).

Nicolas Sarkozy a non seulement un arrière-goût balladurien (il partageait le centrisme atlantiste et financier du candidat qu'il a soutenu à l'élection présidentielle de 1995), mais un avant-goût néo-conservateur avec une fixation impériale avouée (cf. Sarkoléon).

Arrêter la dérive politique que représente Nicolas Sarkozy est une priorité pour que la vraie Amérique, celle d'Hamilton, Lincoln, Roosevelt, et aujourd'hui LaRouche, puisse rencontrer la vraie France, celle de de Gaulle, Jaurès et Mendès-France.

Ceux qui croient, à Neuilly-Auteuil-Passy ou ailleurs, que Sarkozy est « moderne », qu'il combat les « archaïsmes » et sert leurs intérêts, se trompent lourdement. Tout en prétendant être original, réformateur et indépendant, Nicolas Sarkozy porte en lui-même une faille secrète : il est soumis à l'air du temps, et il se trompe en croyant qu'il souffle aujourd'hui depuis la Maison-Blanche. Il représente une politique qui construit des châteaux de cartes, sans comprendre que l'orage les balayera. Mozart, dans son *Don Juan*, met en garde la société de son temps – celle d'avant la Révolution française – sur ce qui lui arrivera si elle cède à des héros niant la réalité et refusant de changer. La leçon vaut pour aujourd'hui. •



Sarkoléon

SARKOSACRE

Le Canard enchaîné du 20 octobre 2004 nous expliquait que Nicolas Sarkozy envisageait son accession à la tête de l'UMP comme « un sacre ». Certes, avait-il concédé en riant, les rois allaient se faire couronner à Reims, « mais le sacre de Napoléon a eu lieu à Notre-Dame de Paris le 2 décembre 2004, soit deux cents ans presque jour pour jour avant le congrès de l'UMP... Je veux que ça y ressemble ! Que, dans leur inconscient, les Français m'associent à l'Empereur ».

L'image qu'il se fait du pouvoir est ainsi celle d'une dictature entourée d'une cour de patrons de la finance, d'une administration et d'un Parlement à la botte, avec des mesures répressives à l'appui et des journalistes mettant en scène les cérémonies du héros.

Ces cérémonies sont coûteuses. La fête du sacre de Sarkozy ler aurait ainsi coûté à l'UMP au moins cinq millions d'euros – certains ont dit huit – pour une seule journée, soit environ quarante à cinquante ans de loyer de l'appartement loué par l'Etat pour y installer Hervé Gaymard et qui a provoqué le scandale que l'on sait. Dénominateur commun : dans les deux cas, c'est le contribuable français qui paie, l'appartenance à travers les dépenses publiques et le sacre à travers les contributions publiques prévues en faveur des partis politiques par une loi servant ceux qui sont installés dans la place.

Bref, les rouages d'un système administratif bien huilé et mieux exploité se trouvent ainsi mis au service d'un libéralisme financier par ailleurs proclamé, et une politique favorable à la France d'en haut est associée à un populisme médiatique clignant de l'œil à ceux d'en bas.

Le tout servi par une garde rapprochée souvent recrutée auprès des moins recommandables d'entre les siens, ces Balkany et autres Ceccaldi Reynaud qui sont autant de couleuvres avalées par les salons de Neuilly-Auteuil-Passy.

A ceux qui ne comprendraient pas ce que signifie le bonapartisme ainsi exhibé, nous recommandons la lecture d'un article de Simone Weil intitulé « Quelques réflexions sur les origines de l'hittérisme », inscrivant Bonaparte dans la tradition romaine et incitant à reprendre le combat contre l'esprit romain de clientèle et d'occupation territoriale mêlant carotte et bâton, bons services et menaces, en retrouvant l'esprit athénien tel qu'Eschyle le définit dans *Les Perses* : « Ils ne sont esclaves ni sujets d'aucun homme. »

Sarkoland

Jugeant excessives les réactions du Garde des Sceaux, Dominique Perben, dans certaines circonstances électorales, Nicolas Sarkozy aurait estimé que celui-ci risquait de se faire bientôt « aznariser ».

Cependant, ses partisans à Neuilly, lorsque nos militants ont arboré une caricature bien anodine (« Sarkoléon, empereur des néo-cons »), se sont plaints aux autorités policières du lieu, qui ont procédé à l'arrestation de ces dangereux trublions et « transmis le dossier au procureur ».

Certains pandores ont mis en cause la santé mentale de ceux qui menaient une telle campagne. « Vous n'avez donc pas compris qu'ici, c'est le Sarkoland ? »

Nous sommes convaincus qu'il s'agit d'un excès de zèle verbal et féodal de quelques brebis égarées, car l'affirmation des liens entre Nicolas Sarkozy et les néo-conservateurs américains ne saurait en aucun cas être, à ses yeux, une injure. Ou alors il se contredirait lui-même, ce qui, nous le savons, ne lui arrive pour ainsi dire jamais.

Sarkoturc

L'adhésion de la Turquie ? A la question posée le jeudi 13 janvier sur *France 2* par Gilles Leclerc, Nicolas Sarkozy répondit une fois de plus : « La réponse est non. » Il avait auparavant affirmé que si la Turquie se trouvait en Europe, ça se saurait.

Le « président de la première formation politique de France », comme il se désigne lui-même, s'en prend ainsi directement au Président de la République, l'ancien de son parti qui a fait toute sa carrière, et piétine les engagements historiques de la France pris par le général de Gaulle. Après le voyage de Jean-Louis Debré en Turquie, qui a simplement constaté ce fait, M. Sarkozy est entré dans une rage froide. Et lorsque Jean-Louis Debré s'est inquiété du risque d'une « crise de régime », il a fait savoir qu'il considérait son intervention comme sans objet.

François Mitterrand affirmait un jour qu'il n'aurait jamais fallu nommer François Léotard au ministère de la Défense, car il aurait engagé la France dans une guerre dont lui-même n'aurait pas été au courant. Dans quoi nous engagerait un futur Président de la République qui fait aujourd'hui la guerre à sa propre famille politique et s'efforce d'exploiter les préjugés des Français sans tenir compte des impératifs de la politique étrangère de la France ? Certains Neuilléens assurent qu'il deviendrait une tête de turc.

Sarkofamille

Nicolas Sarkozy, lorsqu'il occupait d'autres fonctions, s'indignait que certains hommes politiques puissent instrumentaliser leurs enfants. Aussi, c'est avec une certaine surprise que, lors de son sacre à la présidence de l'UMP, on vit son fils Louis souhaiter sur grand écran bonne chance à son papa. C'est sans doute l'américanisation de la vie politique qui a causé un si précoce engagement du fils et un tel sacrifice des convictions du père à une si juste cause.

Certains de ses partisans s'émeuvent des aventures immobilières de son successeur au ministère de l'Economie et des Finances, Hervé Gaymard. Avant d'être déménagé par Jean-Pierre Raffarin, celui-ci s'était attribué un logement de fonctions de 600 m², soit 60 m² par membre d'une famille de dix personnes. Pour sa *famiglia* politique, Nicolas s'occupe pourtant de bien plus grandes surfaces, grâce à un financement des partis qui réserve à ceux qui tiennent la place un pactole de plusieurs dizaines de millions d'euros. Chacun se sert sur la bête, dans le plus légal des systèmes possibles, et donne des leçons de moralité publique à tout le monde avec des mouvements de menton tenant lieu de caractère.

Sarkofrères

Guillaume Sarkozy, qui, contrairement à Louis Schweitzer, appartient à l'aile dure du Medef, a commencé sa campagne pour succéder, l'an prochain, à Ernest-Antoine Seillère. A un moment de l'histoire où l'on démantèle le Code du travail, l'ambition du frère de Nicolas Sarkozy est révélatrice.

En effet, depuis décembre 2003, « l'ordre public social » se trouve radicalement transformé. Le principe général qui le guidait jusque-là était que les droits des travailleurs et les garanties sociales, individuelles ou collectives, ne pouvaient qu'être améliorés au fur et à mesure qu'on descendait dans la hiérarchie des normes. En clair, le contrat de travail ne pouvait être moins favorable aux salariés que l'accord d'entreprise ou d'établissement, l'accord d'entreprise que l'accord de branche et l'accord de branche que l'accord interprofessionnel. Maintenant, les accords d'entreprise peuvent ouvrir droit à des dérogations au Code du travail, avec des dispositions moins favorables dans des domaines aussi importants que le recours au CDD, au travail intérimaire ou la durée du travail. Malgré un « encadrement » de la réforme, les travailleurs de l'entreprise, moins bien défendus qu'au niveau interprofessionnel ou à celui de la branche, et plus vulnérables en période de chômage et de crise économique, se trouvent exposés avec des défenses amoindries aux pressions du patronat.

Depuis décembre 2004, le projet de loi de Jean-Louis Borloo sur la cohésion sociale, supposé réduire la vieille fracture sociale, a subrepticement été enrichi par amendements parlementaires de dispositions tendant à favoriser les licenciements. Ainsi, les délais de recours en cas de procédure de licenciement ont été brutalement réduits : de cinq ans, le délai de contestation a été ramené à un an. Et les entreprises ne sont plus obligées de reprendre un salarié en cas d'annulation de son licenciement. Des pans entiers de la loi de « modernisation sociale », votée sous la gauche, ont été ainsi évacués.

Si Jacques Chirac répond en paroles, à l'opposé de ce qu'il disait au moment de la vague libérale de 1986-1988, qu'il ne songe pas à « brûler » le code du travail, en pratique les mutations du droit du travail ont pris un tour virulemment anti-social. En tous cas, M. Larcher, l'actuel ministre délégué aux relations du travail, a installé le 15 février les commissions qui planchent sur la réécriture du Code du travail. Les « réformes » pourraient concerner la définition même du contrat de travail (rapports des deux Michel, de Virville et Camdessus), la fixation des seuils sociaux au sein des entreprises et les modalités du travail dominical.

Guillaume et Nicolas Sarkozy ont joué un rôle très actif dans cette évolution, en évitant cependant de trop directement s'exposer. La tactique utilisée a été de se cacher, l'un et l'autre dans leur position respective de ministre de l'Economie et de vice-président du Medef, en laissant monter au front anti-social des « radicaux » du patronat et des députés amis présentant des amendements.

Aussi, Nicolas trouve maintenant que Guillaume en fait trop et que sa candidature à la présidence du Medef risque de desservir sa propre candidature présidentielle nationale en rendant trop visible sa face réactionnaire. Il cherche donc à fraternellement le convaincre de renoncer à son destin, afin que lui-même puisse continuer à polir son image politique populiste.

Avis à ceux qui s'apprentent à soutenir leurs ambitions respectives...

Sarkobibi

Le voyage de Nicolas Sarkozy en Israël a été particulièrement révélateur de ce sur quoi il s'appuie. Après avoir caressé dans le sens du poil les islamistes de l'UOIF, il s'est affiché là-bas en compagnie de Benjamin Netanyahu, extrémiste le plus patenté du pays et émanation politique des néo-conservateurs américains.

Si un fait a pu caractériser ce voyage, c'est l'intervention d'un guide de Yad Vashem, le mémorial sacré construit près de Jérusalem en mémoire des victimes de l'holocauste, qui a interrompu sèchement le visiteur pour lui dire qu'en un tel lieu, on doit faire silence et ne pas parler de politique.



Nicolas Sarkozy n'a bel et bien qu'un seul objectif : 2007 et sa candidature à l'élection présidentielle. Le sujet ne sort pas de son esprit, en se rasant ou ailleurs, et il ne s'en cache pas. Pour cela, inspiré par la méthode de l'ultra-droite américaine, il gonfle les problèmes, instrumentalise les peurs et s'efforce de montrer par une mise en scène permanente qu'il est indispensable.

Il a ainsi déclaré, lors de son intervention à Herzliya devant les principaux acteurs de la vie politique et économique israélienne, en se démarquant des autres dirigeants politiques français, et tout particulièrement de Jacques Chirac : « Je sais que vous avez le sentiment qu'en France, on est insensible à votre souffrance et qu'à tout le moins, vous n'auriez pas ressenti notre compassion. » Le gouvernement Sharon, de son côté, l'a accueilli en véritable homme d'Etat, lui accordant un traitement bien supérieur à celui réservé à notre ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, lors de son passage à Jérusalem.

Les paroles prononcées par Nicolas Sarkozy ne sont pas, en elles-mêmes, contestables – il est bien trop habile pour cela – mais le lieu, la compagnie et l'intention sont triplement révélateurs de ce qu'il est.

Tout d'abord, la conférence d'Herzliya n'est pas une réunion neutre et consensuelle en Israël. Financée par le financier néo-conservateur Ron Lauder, c'est un lieu où s'affichent les ultras-libéraux. Selon le journal israélien progressiste *Haaretz* du 14 décembre, l'un des mentors de Nicolas en Israël n'est autre que « Bibi », le ministre des Finances Benjamin Netanyahu, qui est lui aussi intervenu lors de la réunion pour défendre sa politique économique brutalement anti-sociale.

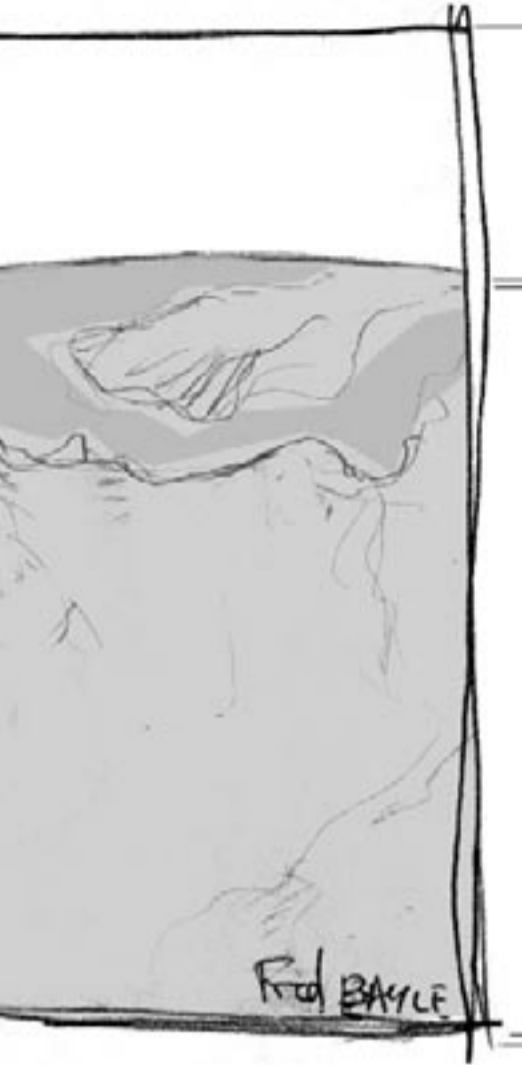
Selon *Haaretz*, Nicolas et Bibi ont beaucoup de points communs. Comme Netanyahu, Sarkozy est un admirateur de l'administration Bush et de ses politiques libéralisme musclées. « Il n'est pas surprenant, par conséquent, que Sarkozy et Netanyahu aient été attirés l'un par l'autre. Sarkozy, en tant que ministre de l'Intérieur, a combattu les rebelles corses avec une poigne de fer, en prenant alors l'avis de Netanyahu, l'expert israélien en terrorisme. Netanyahu, de son côté, a été fortement impressionné par la manière dont Sarkozy a traité sans prendre de gants les immigrés et les jeunes femmes musulmanes dans son pays. » Les deux hommes, poursuit *Haaretz*, constituent une menace pour la démocratie : « Comme Sarkozy, Netanyahu n'est pas réellement engagé en faveur d'une politique de reprise économique ; il attend la prochaine occasion de s'emparer du pouvoir (...) La peur engendrée par le manque de sécurité dans l'emploi et la vie sociale, en même temps que la peur du terrorisme et son instrumentalisation comme étant ce qui bloque la normalisation et la paix, sont les moyens mobilisés par Netanyahu dans sa marche vers le pouvoir (...) Une très mauvaise nouvelle pour les amis de la démocratie (en France comme en Israël). »

Sarkozy, en réalité, se soucie beaucoup moins de la communauté juive, que ce soit en France ou en Israël, que de son propre avenir. « Nicolas Sarkozy met les Français dans des boîtes, dit, selon *Libération* du 14 décembre, l'un de ses amis. Pour chaque catégorie sociale ou chaque religion, il a un message généraliste et un message bien particulier. Et celui qu'il adresse aux juifs est très performant. » « A l'heure du nationalisme diasporique, son passage devant les associations juives américaines a eu un impact très fort en France », explique l'historienne Esther Benbassa. Son face-à-face habilement organisé avec Tariq Ramadan a renforcé son statut de « star chez les juifs », comme dit Patrick Gaubert, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme et député européen UMP. Sarkozy, ministre de l'Intérieur, a personnellement appelé, il est vrai, chaque victime d'attentats antisémites et reçu au ministère de nombreux présidents d'associations juives de province. A Solidarité et Progrès, nous aurions, bien entendu, agi de même. Mais c'est la manière dont il exploite et gère ses actes qui est contestable et entretient un climat communautariste. « Sarkozy veut que les gens votent pour lui en fonction de leur identité juive et non par rapport à leur citoyenneté française », explique justement Laurent Azoulay, fondateur du cercle Léon Blum.

C'est avec la même approche qu'il a courtoisé l'UOIF. Le but est d'instrumentaliser la religion et de proposer la réforme de la loi du 9 décembre 1905 à des fins politiciennes. L'on voit mal, dans ce contexte, pourquoi il serait rassurant, pour des citoyens israéliens ou des membres de la communauté juive française, qu'il ait dit : « Je veux que vous compreniez que je vous ai compris. » On connaît les précédents...

Les photos prises par Cécilia Sarkozy avec son téléphone portable tout au long du voyage en Israël témoignent de ce souci quasi obsessionnel pour l'image. Eric Raoult, avec cette vulgarité qui caractérise aujourd'hui notre classe politique, a répondu à un curieux qui lui demandait à Jérusalem : « Est-ce le président français ? – Pas encore ». Tout est dit sur l'ambition du voyage !





Sarkommunautarisme

En proposant de réformer la loi du 9 décembre 1905, Nicolas Sarkozy n'a pas pour but d'aménager un espace public dans lequel ce que chaque religion apporte de meilleur à la société française puisse mieux s'exprimer. Une « laïcité positive » n'est pas l'objectif qu'il poursuit.

Ce qu'il entend imposer est au contraire une conception communautariste (ses idées se déformant comme le caoutchouc, il faudrait dire néo-communautariste) de la société. À l'opposé de la conception républicaine et laïque française et de la vraie tradition américaine des pères fondateurs, il voit la société comme un ensemble constitué de groupes religieux et culturels différents, à traiter chacun suivant des méthodes et des approches particulières.

Ainsi, celui qui est « en haut » et tire les fils de la totalité est en situation de contrôler chacune des composantes. Une recette est servie à l'UOIF, promue porte-parole des « musulmans », une autre à la « communauté juive », assimilée aux secteurs les plus néo-conservateurs du CRIF. Il y en aura aussi éventuellement pour les bouddhistes ou pour d'autres sensibilités.

Nicolas Sarkozy pense que « la République (...) ignore le bien et le mal (...) et défend la règle, la loi, sans la rattacher à un ordre moral ». Le moral et le spirituel sont, eux, de l'ordre de la religion. Cette division « positiviste » des tâches exclut la circulation des idées entre religions et République et institue un partage



des rôles : au religieux de fournir le quota spirituel nécessaire aux individus et les principes permettant la bonne éducation (c'est-à-dire l'encadrement idéologique) des enfants, à la République de maintenir un ordre si possible juste. Pierre Méhaignerie, responsable de l'UMP aux côtés de Nicolas Sarkozy, va plus loin encore en osant dire que « la justice ignore le bien et le mal et tranche selon le droit ». Pour eux, le droit naturel ou les droits de l'être humain inscrits dans les étoiles ne peuvent descendre sur terre qu'à travers le filtre de ceux qui maintiennent l'ordre social.

Cette conception est tout à fait contraire à l'idée même de République telle que notre histoire l'a engendrée. Il n'est en effet pas de République – ni de justice, l'un de ses principaux attributs – sans référence à des valeurs transcendantes et sans application de politiques concrètes servant le bien commun. Ce que nous faisons ou ne faisons pas vis-à-vis du néo-impérialisme de l'administration Bush ou des politiques d'austérité sociales nous condamne.

L'univers de Nicolas Sarkozy et de ses amis – celui des officiels socialistes n'en étant qu'une version affadie – se réduit ainsi à l'organisation de réseaux et de coups. L'on comprend que dans cet univers, où tout s'évalue en termes de rapports de force conjugués au présent, règne l'obsession de la survie immédiate branchée sur un spiritualisme vaguement consolateur. Cela donne cette acédie dont parlait un jour Jean-Pierre Raffarin : l'incapacité de se fixer un but avec un rapport à l'autre qui élève, état portant soit à une apathie, soit à une excitation stérile, un activisme brouillon et infécond que certains appellent « surtravail ».

Restent d'un côté des hommes qui travaillent dans et pour le pouvoir quinze heures par jour (cent vingt heures par semaine, nous a dit Hervé Gaymard, « je me lève tous les matins à 6 heures et me couche à minuit », nous dit Nicolas Sarkozy) et de l'autre, leurs « électeurs », dont la majorité zappe sur ses divers écrans et se réfugie dans une vie de famille et de voisinage repliée sur elle-même, c'est-à-dire une vie de sujet apolitique.

Il en découle une « déprime » due à l'incapacité d'attribuer aux souffrances sociales un sens partageable autrement que dans « sa » communauté, réduite ou élargie. La perte du bien commun et de l'universel aboutit à la perte de l'estime de soi. Dans une société narcissique et individualiste, opposant prochain à lointain, famille et communauté à collectivité et humanité, reste la religion comme dopage consolateur et les hommes politiques habiles comme opérateurs, gérant l'avoir des choses. Dans l'univers de Nicolas Sarkozy, les citoyens deviennent ainsi une espèce en voie de disparition.

Sarkoclaque

À l'émission de Marc-Olivier Fogiel à laquelle Nicolas s'est présenté en complet veston-cravate et Cécilia arborant un tee-shirt *The Beatles*, on a pu entendre les applaudissements unanimes qui suivaient chacune des interventions de l'invité.

Explication : la claque d'une trentaine d'UMP avait chauffé super et Monsieur le président a, comme il se doit, félicité son équipe. « Merci pour le public, c'était bien organisé », aurait-il déclaré sans autre forme de scrupule.

Sarkozy-ci, Sarkozy-là, Sarkozy partout où il y a du temps de cerveau disponible et un environnement bien verrouillé. Pourvu qu'une vraie claque politique ne vienne s'écraser sur le candidat, ou une crise sur l'économie réelle, c'est-à-dire pourvu que la réalité

ne s'invite pas au banquet, tout va pour le mieux dans le meilleur des prime time possibles.



Non à la France ! Sarko-maso !

Profession de foi

de Frédéric Bayle

Si la Révolution française enfanta Napoléon, les mouvements existentialistes de la fin du XX^e siècle accouchent aujourd'hui d'un mélange de libéralisme anthropophage, de socialisme rose bonbon et de gauchisme crème anglaise.

C'est dans les décombres de la Vème République que ma génération a vu politiquement le jour. Avec Mitterrand, on devait enterrer l'héritage de Charles de Gaulle et Mendès-France : la défense de l'intérêt général, la vision d'une France souveraine, se donnant les moyens de bâtir le monde, capable d'inspirer une Europe productive et innovante.

Aujourd'hui, il ne reste presque rien de cette France, un peu plus avilie quand elle accueille Condoleeza Rice à Sciencepo, un peu plus elle-même quand elle se réclame du colbertisme ou met son veto à la guerre en Irak. Le système économique peut bien s'effondrer, le fascisme gangrener les Etats-Unis, un air léger caresse les oreilles des Français : « Tout va très bien, madame la marquise ». Ça fredonne les années trente, c'est dissonant, et bientôt le tempo qui s'accélère amène déjà un autre refrain bien connu : « On a bien profité, serrons-nous la ceinture, serrons ! serrons ! c'est la java de sarkoléon ! »

Il faut le calme plat de cette mare politique pour que les clapotis frénétiques d'un canard agité fassent office d'ouragan : dans une République vivace, Nicolas Sarkozy n'existerait même pas, ou ferait-il partie, comme les Talleyrand d'autrefois, des hommes de caoutchouc qui manœuvrent leur petite cour pour dicter leur petite carrière. Dans la circonscription de Neuilly-Puteaux, qu'il serait alors saugrenu de voir un petit duc traverser son domaine en chaise à porteur ! Un petit duc qui croit aimer l'Amérique parce qu'il soutient l'oligarchie du régime Bush, mais qui ne comprend pas la République américaine, celle de la Déclaration d'indépendance, de Lincoln, de Carey et Roosevelt.

Le défi est grand aujourd'hui pour celui qui prétend au poste de député de la République. La fuite en avant militaire de l'administration Bush n'a pour autre but que la fragmentation et le chaos de l'Asie du Sud-ouest et, à terme, la déstabilisation de la Russie et de la Chine. La France anémiée par l'Europe des banques centrales se délocalise et se désindustrialise. Les pauvres et les jeunes s'appauvrissent, les riches financiers s'enrichissent sans produire autre chose que des produits dérivés.

Le malade vous paraît blême ? Qu'à cela ne tienne, il tient encore debout : « Une saignée ! » réclament certains, « une transfusion ! » proposent les autres, mais les potions magiques des charlatans



n'y feront rien, seul un grand dessein pourrait changer la donne, un grand projet d'industrialisation de l'Eurasie pour les cinquante prochaines années. C'est là qu'apparaît comme indispensable la capacité des Etats à émettre du crédit public. Sacrifiée sur l'autel du traité de Maastricht, la France doit recréer une banque nationale, inspirée, cette fois-ci, de celle fondée par le colbertiste Alexander Hamilton aux Etats-Unis et par les expériences similaires qui eurent lieu en Europe après la guerre. Elle doit rejeter l'actuel système anglo-hollandais de banques centrales « indépendantes », qui sont en fait au service d'une synarchie financière.

Dans un ordre économique nouveau, notre existence en tant que nation dépend de son dévouement à développer les autres. L'Asie, la Russie, l'Afrique ont besoin d'infrastructures, de notre savoir-faire industriel et technologique. Si nous ne rétablissons pas la France de de Gaulle, c'est l'Empire qui nous guette : Sangsues du tiers monde, irons-nous jusqu'à nous dévorer nous-mêmes ?

J'entends déjà les bougonnements : « Vous rêvez, jeune homme, les caisses sont vides ! » « Qui êtes-vous pour dire ça, on ne peut rien faire ! ». Si la génération des soixante-huitards se vautre encore dans le fantasme du « fast sex, fast money », ma génération, celle qui à bac+5 échoue au fast food, se fait peu d'illusions quant à l'avenir qu'aujourd'hui on lui prépare. Le système économique est mort, sa survie dépend de l'apathie d'une population prête à accepter de nouveaux Pinochet ou de nouvelles Thatcher. Quand les libéraux du dimanche soir préparent leur costume fasciste du lundi matin, le monde, les nations, ont besoin d'hommes et de femmes incarnant l'esprit de la Résistance, pour ressusciter la tradition républicaine de la Constitution française dont l'esprit est aujourd'hui bafoué. Jacques Cheminade en France, Lyndon LaRouche aux Etats-Unis représentent ce courant historique, et moi, à 26 ans, j'ai décidé de m'engager à leurs côtés.

Dans ce contexte, il serait malhonnête de vous appeler à voter pour moi, je vous demande plus : rejoignez notre combat !

Sarkoloser

Tout aux encens répandus par lui-même, ses admirateurs, sa claque médiatique, la gauche caviar et la droite bien pensante, l'on oublie parfois que dans toutes les échéances électorales où il a joué un rôle important, Sarkozy s'est trouvé dans le camp des vaincus.

En 1995, il fut l'homme lige du fiasco Balladur. Aux européennes de 1999, il a conduit le RPR à son plus mauvais score historique, en se faisant même dépasser par l'éphémère attelage Pasqua-de Villiers. Il a organisé le référendum en Corse de telle

façon que l'échec était inévitable. Et enfin, lors des régionales de 2004, partout où il fut appelé pour faire un miracle, à Nice ou en Ile-de-France, il ne sortit aucun lapin du chapeau.

Certes, on entend comme un leitmotiv harceler nos oreilles : « Il suffit que je m'occupe de quelque chose pour que ça marche », « je vais résoudre vos problèmes » ou « j'ai fait reculer l'insécurité, je ferai reculer les déficits ». Là, il faut l'admettre : les statistiques établies par ses services se soumettent mieux que ses électeurs.

Nicolas Sarkozy, Docteur Faust à la petite semaine

Bourreau de travail généreux dans l'effort, Nicolas Sarkozy a gratifié les Français d'un livre intitulé *La République, les religions, l'Espérance*, paru en octobre. Conçu en marge de ses activités dans divers ministères, cet ouvrage est un élément important dans sa stratégie de conquête des opinions. Et même si on y trouve de longs passages verbeux, apparemment inoffensifs ou bien intentionnés, ce livre est révélateur de la dangerosité du personnage. Il est aussi symptomatique d'une vision problématique et répandue de la religion.

Dans sa stratégie marketing, Nicolas Sarkozy vise plusieurs publics. Il flatte notamment les musulmans en défendant "sa" création : le Conseil français du culte musulman (CFCM) et en s'attribuant le mérite d'avoir rendu la loi sur le voile plus consensuelle, contre l'avis d'Alain Juppé, partisan d'une "prohibition générale". Grand prince, il reconnaît même la misère économique et la ghettoïsation régnant dans les banlieues.

Cependant, la clientèle qu'il cible comporte aussi les chrétiens -- plus ou moins conservateurs -- parmi lesquels il se compte, mais probablement aussi des individus plus ultras, puisqu'il va jusqu'à accorder des mérites à la colonisation de l'Afrique du Nord...

Les premiers propos étranges et problématiques de Nicolas Sarkozy concernent la République. Il affirme : "Le besoin spirituel, l'espérance ne sont pas satisfaits par l'idéal républicain. La République est une façon d'organiser l'univers temporel. Elle est le meilleur moyen de vivre ensemble. Mais elle n'est pas la finalité de l'homme. Il y a en même temps une aspiration spirituelle que la République ne doit pas nier, mais qui n'est pas non plus de son ressort".

Comme on le pressent dans cette phrase et comme le confirme la suite du livre, il défend une approche complètement schizophrène de l'individu : d'un côté, il y a la personne publique respectant les règles définissant l'ordre républicain, et de l'autre, la personne privée avec son jardin secret où se trouvent ses croyances, ses passions individuelles... souvent irrationnelles.

La question devient : comment une personne à ce point divisée en deux peut-elle avoir des

principes ? Nicolas Sarkozy a vraisemblablement résolu le problème car il n'en a pas, il a juste son ambition, et une capacité effrayante à tenir des discours parfaitement contradictoires avec toujours le même degré de conviction.

En plus, dans cette approche, l'univers public est régi par des lois, des devoirs et des droits complètement gelés. Ce ne sont que des contrats déconnectés de tout principe de justice ou de vérité, puisque ces dernières notions n'ont pas leur place dans l'univers public. En témoigne cette perle de l'ancien ministre de l'Intérieur : "Il y a des ministres du culte pour apprécier la question morale. Je ne pense pas que ce soit le rôle des hommes politiques..."

Par ailleurs, sur la foi et les passions intimes de chacun, l'irrationnel peut régner en maître puisque, dans sa vision bipolaire de l'individu, cela n'implique rien. Sur la foi, il dit : "Or la foi ne s'explique pas, ne se discute pas, se vit. Elle s'impose comme une évidence à celui qui répond à son appel. La foi est de l'ordre de la conviction. On est habité par sa foi religieuse... Le raisonnement ne conduit pas forcément à la foi. Il est même possible qu'il en éloigne, comme le dit saint Paul à propos de la folie de la croix et des égarements des «raisonneurs»".

Plus loin, on en apprend un peu plus sur la conception de l'homme de ce prétendu chrétien qu'est Nicolas Sarkozy quand il déclare : "La religion témoigne de la fragilité de l'homme. L'homme a peur de la mort. Il ne sait pas avec quoi il a rendez-vous dans l'éternité. Il est condamné à l'ignorance. La vraie condamnation de l'homme, c'est celle-ci : ne pas savoir d'où il vient et où il va. C'est pourquoi l'espérance et la foi apparaissent comme les seules réponses utiles face à l'angoisse des origines et de la fin". Certes, on pourra toujours répondre que les chrétiens à ce point cyniques et désabusés sont légion. Il est néanmoins étonnant d'entendre un chrétien proclamer que la religion est juste ce petit plus qui permet de supporter la dure réalité de la vie, une sorte de psychotrope.

Par ailleurs en jouant la carte des communautarismes et en confortant dans son repli chaque type de croyants, il est aux antipodes de toute pensée universelle et n'est pas sans nous évo-

quer Charles Maurras qui, bien qu'agnostique, défendait la religion catholique comme facteur d'unité nationale.

L'histoire nous montre que la seule véritable tradition chrétienne digne de ce nom, incarnée dans une période récente notamment par Martin Luther King, est faite de combat pour la justice, de compassion et de désintéressement : tout ce dont manque Nicolas Sarkozy. Témoin de cette absence totale de compassion, cette conclusion laconique qu'il commet à propos de certains délits : "En la matière, il n'y a rien à expliquer et tout à réprimer".

Pour lui, la religion oscille entre le type de délire existentialiste qu'affectionnent en privé les libéraux, et une tradition teintée d'ordre moral séduisante pour les conservateurs.

Dans cette approche double, Dieu n'est ni plus ni moins qu'un partenaire avec qui on signe un contrat. C'est une sorte de relation haut placée que vous courtisez et qui vous accorde des faveurs, parmi lesquelles la vie éternelle et peut-être même quelques avantages terrestres comme la réussite sociale, si vous êtes vraiment sage. Tel

est le Dieu de Nicolas Sarkozy. De ce point de vue, il ne diffère d'ailleurs pas de ses amis fondamentalistes du gouvernement américain à qui il fait des clins d'œil répétés, en violation totale des orientations adoptées par Jacques Chirac en matière de politique internationale.

Le Dieu de Nicolas Sarkozy et de ceux qui partagent ses conceptions a donc bien peu de différences avec le mentor du docteur Faust. C'est la raison pour laquelle le seul qualificatif que méritent "ces bons chrétiens" est, en définitive, celui de méphistophélien.

Mais toute ambition démesurée tourne au bout d'un moment au grotesque et au ridicule. Et le président de l'UMP a déjà atteint ce stade quand il se transforme en maquignon et fait, sans rire, la comparaison : "Je note également que les Eglises ne savent pas toujours bien mobiliser les contributions des fidèles. Il suffit de voir le succès du Téléthon pour mesurer la générosité de nos compatriotes...". On peut d'ores et déjà prévoir la chute de Nicolas Sarkozy, qui trébuchera bientôt sur son propre sentiment de toute puissance... **GF**

Nouvelle Solidarité

Depuis 1974, *Nouvelle Solidarité*, bimensuel sans publicité diffusé exclusivement par vente militante et sur abonnement, offre un outil d'analyse et de proposition au public francophone décidé à s'associer à un mouvement politique et philosophique international de résistance agissant sur plusieurs continents.

En France, *Nouvelle Solidarité* est publié par Solidarité et Progrès, parti politique constitué sous forme d'association selon la loi de 1901, qui combat les diktats de l'oligarchie financière et vise à remettre l'économie au service de la création humaine.

Pour tous renseignements : Solidarité et Progrès

12, rue Fernand Pelloutier - 92110 Clichy - Tél. 0801 555 026
www.solidariteetprogres.org Webmestre@solidariteetprogres.org

Abonnez-vous !

- **OPTION 1 : par prélèvements mensuels**
Abonnement simple : 5 €/mois
Abonnement de soutien : 15 €/mois
(contactez-nous au 01 55 33 19 50)
- **OPTION 2 : par règlement immédiat**
1 an : 64 € (hors UE : 91 €)
6 mois : 35 € (hors UE : 46 €)
Abonnement de soutien : 100 €
Abonnement de parrainage : 250 €
(chèque à l'ordre de Solidarité et Progrès)

Nouveau lecteur ? Ici on répond à vos questions

Qui êtes-vous et quelles sont vos actions ?

Depuis 1976, notre inspirateur, l'économiste et polémiste américain Lyndon LaRouche, a été candidat à chaque élection présidentielle américaine. Calomnié et injustement condamné à quinze ans de prison (dont cinq effectives), certains le surnomment le "Mandela américain". Lors de la dernière élection, LaRouche a appelé à voter contre Bush et pour Kerry, qu'il a convaincu



Lyndon LaRouche, économiste et polémiste américain, candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle 2004.



Jacques Cheminade, président de Solidarité & Progrès, candidat à la présidentielle de 1995 et à nouveau en 2007.

de défendre une perspective rooseveltienne. Chose que Kerry a fini par faire, mais trop peu et trop tard.

En France, avec très peu de moyens, la candidature présidentielle de « l'énarque dissident » Jacques Cheminade en 1995 (556 parrainages, 0,27 %, 80.000 voix) et son effort de 2002 (406 parrainages) portaient de la même démarche : urgente nécessité d'un nouveau système financier

international (un « nouveau Bretton Woods ») redonnant à l'homme les infrastructures et les moyens d'une culture de la découverte.

Depuis cinq ans, notre mouvement s'est enrichi d'une section de jeunes connue sous le nom de LaRouche Youth Movement (LYM), animée d'une volonté et d'un dynamisme à toute épreuve.

Dans l'immédiat, nous saisissons l'occasion du grand débat sur le traité constitutionnel européen pour présenter nos propositions pour une autre Europe. Toujours dans l'Hexagone, un mouvement de candidats se structure en vue des législatives de 2007. Leurs campagnes sur le terrain feront de la candidature présidentielle de Cheminade une option pour les Français.

Les propositions économiques de Solidarité & Progrès

Après les crises asiatique (1997), russe (1998), argentine (1998-2001), ce sont les grandes locomotives financières du monde, les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, qui n'arrivent plus à sortir de l'endettement et des déficits. Les chiffres de la croissance sont revus à la baisse pratiquement toutes les semaines et le chômage grimpe à nouveau. La réalité est que le système monétaire international est désormais entré dans une crise systémique. Face à une crise financière dont l'ampleur dépassera celle de 1929/1930, nous nous battons pour que les mesures suivantes soient adoptées de toute urgence :

- Les Etats doivent convoquer une nouvelle conférence du type de celle de Bretton Woods pour créer un nouveau système financier et monétaire. Les Etats doivent mettre un terme à la loi du plus fort prévalant sur les marchés internationaux et rétablir des lois, des règles et une reprise du contrôle, par les Etats responsables, de l'émission de monnaie et de crédit. Il faut recréer une Banque nationale, sous contrôle politique.
- Le paiement de toutes les créances existantes aujourd'hui -- plusieurs dizaines de fois le montant cumulé des PIB de tous les pays du monde -- est devenu impossible. Il faut donc mettre en règlement judiciaire systématique les agents financiers surendettés et éliminer, en particulier, la « bulle » des produits financiers dérivés.
- Il faut ensuite revenir à une «régulation» permettant d'établir une parité stable entre monnaies et une convertibilité limitée, un contrôle des changes et des mouvements de capitaux, un contrôle des échanges commerciaux et une mise en place de mesures protectionnistes pour les industries naissantes et contre les pratiques de dumping.
- On doit faire en sorte que la monnaie et le crédit s'orientent vers le financement de l'infrastructure, de la production et du travail. Suivant une démarche comparable à celle du plan Marshall, des crédits à long terme et à faible taux d'intérêt doivent être émis par les Etats et favoriser une stratégie de grands travaux Est-Ouest et Nord-Sud.
- En cas de krach, il faut sauver l'économie réelle, c'est-à-dire l'éducation nationale, la santé publique, la recherche et développement, l'épargne populaire, les infrastructures et les biens de production et de consommation.

Seul un retour aux conceptions économiques qui, de Franklin Roosevelt à Charles de Gaulle, ont inspiré les politiques de croissance forte d'après-guerre, nous permettra d'éviter la dépression et de créer une nouvelle ère de croissance.

PARIS Solidarité & Progrès Tél.: 0811 555 026 webmestre@solidariteetprogres.org	RHÔNE-ALPES Solidarité & Progrès Tél.: 04 78 28 87 76 solidariteprogres.ra@free.fr	BRETAGNE Solidarité & Progrès Tél.: 06 26 84 23 91 / 06 18 36 48 95 solidariteetprogres35@hotmail.com
www.solidariteetprogres.org	www.cheminade 2007.org	
www.larouchepac.com	www.wlym.com	
www.nysol.se/arabic		